Dokumente der Zeitgeschichte

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Rote Revue : sozialistische Monatsschrift**

Band (Jahr): **24 (1944-1945)**

Heft 4

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

und mitentscheiden, und zwar nicht nur außenstehend, sondern von maßgebenden Posten aus, entsprechend ihrer Stärke.

Sowenig wie 1940 die Arbeiterschaft geschwankt hat, sowenig wird sie in der Zeit des Kriegsendes und in der Nachkriegszeit ihre Haltung ändern. Im Programm «Neue Schweiz», insbesondere auch im Ingreß dazu, ist der politische Kurs der schweizerischen Arbeiterorganisationen für jedermann sichtbar nach außen wie nach innen eindeutig festgelegt. Dabei bleibt es. Die schweizerische Arbeiterschaft wird durchhalten. Die schweizerische Arbeiterschaft will aber auch mitgestalten.

Dokumente der Zeitgeschichte

Zeitungen und Reden aus den letzten Wochen sind angefüllt mit Hinweisen auf Vorgänge in den letzten zehn Jahren, ohne daß die Dokumente selbst, die diesen Vorgängen zugrunde liegen, hinreichend bekannt wären. Wir glauben, den Lesern der «Roten Revue» zu dienen, wenn wir in den folgenden Blättern eine Reihe von Dokumenten in extenso publizieren, zum Teil in Erinnerung rufen, zum Teil als bisher unbekanntes Dokumentenmaterial veröffentlichen. Irgendein außenpolitisches Hindernis besteht nicht mehr, wohl aber das Bedürfnis, diese Dokumente einmal zusammengefaßt und ohne Kürzungen oder Streichungen kennenzulernen. Jeder Leser mag daraus die ihm zusagende Lehre oder Konsequenz selbst ziehen.

(Die Kursiv-Auszeichnungen sind von uns. Red.)

Motta gegen Rußland

Discours prononce devant la VIe Commission de l'Assemblée, le 17 septembre 1934, sur la demande d'admission de l'Union des républiques soviétiques socialistes dans la Société des Nations

Mesdames et Messieurs,

La position que le Conseil fédéral suisse a prise devant la demande d'admission présentée par l'Union des républiques soviétiques socialistes est connue de tous. Critiquée par les uns, défendue par les autres, contraire à l'opinion de la grande majorité des autres délégations, contraire surtout aux desseins déclarés des trois grandes puissances ici présentes, l'attitude de la Confédération suisse doit être motivée et expliquée. Je tâcherai de le faire avec ces sens de la mesure et ce souci de la modération qui seuls garantissent aux arguments leur efficacité, mais je vous parlerai en même temps avec cette entière franchise que nous nous devons les uns aux autres.

La Suisse est le seul Etat qui soit entré dans la Société des Nations par la voie du plébiscite, c'est-à-dire par un vote de son peuple et de ses cantons. La lutte autour de cette question capitale fut une des plus disputées et des plus émouvantes de notre longue histoire. Le gouvernement fédéral apporta dans la controverse tout le poids de son autorité et il fut suivi. Les fondateurs de la Société nous avaient témoigné leur confiance en désignant Genève comme siège de la nouvelle institution. Notre opinion publique a toujours été et reste très sensible à ce grand honneur. Le fait d'être le pays du siège a eu, entre autres, ce résultat en somme heureux de concentrer peut-être plus qu'ailleurs l'intérêt de notre opinion publique sur les travaux et l'activité de la Société des Nations. La proximité des choses en augmente presque toujours l'ntérêt.

Nous avons été dès le début des partisans très déterminés de l'universalité. Nous l'avons montré par nos actes. Si je ne craignais de tomber dans une feute de goût, je me citerais moi-même en rappelant que, dans mon discours du 20 novembre 1920 pour l'ouverture solennelle de la première Assemblée, je faisais une allusion directe à la Russie en souhaitant que, «guérie» un jour «de son ivresse» et «libérée de sa misère», elle demandât et trouvât dans la Société des Nations l'aide indispensable à sa reconstitution.

Le gouvernement suisse, toujours animé de l'amitié la plus vive pour le peuple russe, n'a cependant jamais voulu reconnaître de jure son régime actuel. Il est résolu à rester sur la position de refus et d'attente. Notre légation de Petrograd a été pillée en 1918, un de ses fonctionnaires massacré. Nous n'avons jamais reçu un semblant d'excuse. Lorsqu'en 1918, une tentative de grève générale faillit nous précipiter dans les affres de la guerre civile, une mission soviétique que nous avions tolérée à Berne dut être expulsée, manu militari, car elle avait trempé dans cette agitation.

Dès que l'on commença à parler, cette année, dans les milieux diplomatiques, de la possibilité que l'Union soviétique fût admise dans la Société des Nations, le Conseil fédéral fit connaître sans hésiter au Parlement qu'il n'aurait pas donné, pour sa part, une suite favorable à une telle demande. Un vote affirmatif aurait, en effet, entraîné en fait, si ce n'est en droit, la reprise des relations diplomatiques régulières. Il n'en pouvait être question. *Le Conseil fédéral, conformément à son devoir d'élémentaire prudence,* réserva cependant à ce moment, et pour aussi longtemps qu'une décision plus précise ne se serait pas imposée, sa liberté de choisir entre un non catégorique et l'abstention, celle-ci n'étant par ailleurs, à son avis, qu'une forme atténuée du refus.

Depuis lors, et à mesure que les probabilités d'une demande d'admission russe se rapprochaient et augmentaient, notre opinion publique s'est saisie du problème posé avec une vigueur grandissante. Je vous expliquerai tout à l'heure pourquoi et comment cette opinion a réagi, mais je vous demande d'abord la permission de m'expliquer sur son sens et sa portée.

Notre opinion publique est toujours libre; elle est en même temps spontanée. La liberté de notre presse est entière. Le Conseil fédéral ignore l'institution de la presse officieuse. Pas de pressions, pas même de directives qui partent d'en haut. Nous possédons en même temps de très nombreuses associations patriotiques de tout ordre où l'esprit civique est cultivé et maintenu en éveil. Nous ne serions pas la démocratie que nous sommes s'il en était autrement. De cette démocratie, nous sommes fiers; elle est une de nos raisons de vivre. Pas de démocratie, pas de Suisse. Si, par conséquent, dans une question importante, la presse et les associations patriotiques s'expriment à une très forte majorité en dehors des partis, des régions et des langues dans le même sens, cela signifie que nous nous trouvons en présence d'une volonté nationale clairement proclamée. Le gouvernement du pays doit en tenir compte. Il le doit d'autant plus si, entre son avis et celui de l'opinion publique, il y a concordance. Tel est notre cas.

Voici, si j'essaye de m'attacher à ses éléments substantiels et si je néglige ceux qui me semblent secondaires, voici comment le problème de l'admission de l'Union des républiques soviétiques socialistes dans la Société des Nations se pose pour nous.

Un régime, un gouvernement dont la doctrine et la pratique d'Etat sont le communisme expansif et militant, remplit-il les conditions nécessaires pour être admis parmi nous?

Je ne m'arrête ni aux termes du préambule, ni aux dispositions littérales de notre pacte. Les arguments que je pourrais en tirer seraient très forts, mais ils demeurent secondaires si je les confronte avec les raisons supérieures du pacte, avec son but primordial, avec ce qu'il contient d'inexprimé parce que trop naturel et donc nécessairement supposé.

Ce communisme est dans chaque domaine – religieux, moral, social, politique, économique – la négation la plus radicale de toutes les idées qui sont notre substance et dont nous vivons. La plupart des Etats interdisent déjà la simple propagande communiste, tous la considèrent comme un crime d'Etat dès qu'elle cherche à passer du champ de la théorie à celui de l'action.

Le communisme soviétique combat l'idée religieuse et la spiritualité sous toutes ses formes. Lénine a comparé la religion à l'opium. La liberté de conscience n'est plus qu'une apparence. Les serviteurs du culte et leurs familles sont privés des cartes alimentaires. Les temples sont désaffectés et tombent en ruines. Il y avait à Moscou cinq cents églises et chapelles; il en resterait encore quarante! Les Eglises chrétiennes du monde entier se sentent frappées dans l'esprit et dans la chair de tous ceux qui, là-bas, clament et professent leur croyance dans le Christ. Une pétition qui s'appelle «des martyrs» a recueilli en Suisse, l'an dernier, plus de deux cent mille signatures!

Le communisme dissout la famille; il abolit les initiatives individuelles; il supprime la propriété privée; il organisme le travail en des formes qu'il difficile de distinguer du travail forcé. La Russie est visitée par le sombre fléau de la famine, et les observateurs les plus impartiaux se posent la question de savoir si cette famine est un phénomène purement naturel ou s'il est la conséquence d'un système économique et social vicié dans ses racines.

Mais ces caractéristiques du communisme, telles que j'essaye de les tracer objectivement, ne donneraient pas encore une idée suffisante du communisme russe. Il faut y ajouter un autre trait essentiel et saillant qui achève de le mettre en opposition avec un des principes les plus indispensables et universellement reconnus quant aux relations des Etats. Le communisme russe aspire à s'implanter partout. Son but est la révolution mondiale. Sa nature, ses aspirations, sa poussée le mènent à la propagande extérieure. Sa loi vitale est l'expansion qui déborde les frontières politiques. Si le communisme y renonce, il se renie lui-même; s'il lui demeure fidèle, il devient l'ennemi de tous, car il nous menace tous. Il me serait aisé d'étayer chacune de ces affirmations sur des textes authentiques puisés dans la littérature bolchéviste officielle, mais je vous ferai grâce de citations superflues. Il s'agit de vérités incontestées et incontestable.

J'entends une première objection: Il faut se garder, dit-on, de confondre le parti communiste avec l'Etat bolchéviste.

Cette objection n'en est pas une. L'Etat bolchéviste, le parti communiste russe et la Troisième internationale qui est née de lui constituent une unité morale. L'Etat bolchéviste a été fondé pour réaliser le programme du parti communiste. Lénine avait réuni dans sa personne les fonctions de chef de l'Etat et celles de chef du parti. L'actuel secrétaire général du parti, sans être le chef nominal de l'Etat, en est le maître. Les liens entre l'Etat et le parti sont indissolubles. Le parti commande, l'Etat exécute.

J'entends une deuxième objection; elle est plus importante. Je voudrais d'abord l'énoncer et puis l'examiner.

L'Union des républiques soviétiques socialistes constitue, observe-t-on, un immense territoire de cent soixante millions d'êtres humains. Etat tourné d'un côté vers l'Asie, de l'autre vers l'Europe, à cheval en quelque sorte sur deux continents, il serait dangereux de l'ignorer et de le tenir délibérément à l'écart. La Société des Nations n'est qu'une nouvelle forme de la collaboration internationale; elle n'est pas un institut de morale, elle est une association politique qui vise surtout et avant tout à empêcher les guerres et à maintenir la paix. Si l'admission de la Russie peut servir la cause de la paix, il convient de s'y adapter quels que soient les craintes, les scrupules, les répugnances que beaucoup de gouvernements éprouvent. Il n'est pas défendu d'espérer que la collaboration continue de la Russie soviétique avec les autres Etats au sein de la Société des Nations facilitera une évolution bienfaisante pour tous et, en première ligne, pour la Russie elle-même.

Vous seriez à juste titre étonnés, Mesdames et Messieurs, si je pouvais refuser toute valeur à cette manière d'envisager la question. Les gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie avaient déjà porté à la connaissance du Conseil fédéral, par les moyens ordinaires de la diplomatie, c'est-à-dire par leurs représentants à Berne, des opinions analogues. Ces conversations entre eux et moi-mêmes, comme chef du Département politique fédéral, se sont déroulées dans l'amitié et dans la confiance. Je n'ai jamais eu le sentiment d'une pression, même indirecte, et je tiens à le déclarer ici pour dissiper toute équivoque possible dans l'intérêt commun.

Mais si nous avons compris les points de vue des autres gouvernements et, notamment, ceux des trois grandes puissances, nous avons dû nous placer sur un autre plan. *Un pays comme la Suisse, qui ne peut et ne veut jouer de rôle dans la grande politique, suit nécessairement des conceptions à lui. L'opportunisme, même le plus élevé et le pluslégitime, nous est parfois défendu. Nous ne pouvons rivaliser avec les autres Etats que dans la recherche ardue de la grandeur morale.*

Or cette évolution du régime bolchéviste, que nous souhaitons avec vous, nous ne pouvons y croire. Nous ne pouvons sacrifier l'idée d'un minimum de conformisme moral et politique entre les Etats au principe de l'universalité. La Société des Nations est ou devait être, à nos yeux, une des choses les plus grandes que les hommes avaient imaginées et réalisées. Lorsque, le 16 mai 1920, le peuple et les cantons suisses, en surmontant tous les obstacles qui leurs venaient de la tradition, décidèrent que la Confédération entrerait dans la Société des Nations, ils obéirent généreusement à l'appel de l'idéal.

Aujourd'hui, le sentiment commun de tous les Suisses qui se tiennent sur le terrain patriotique et national est que la Société des Nations tente une entreprise risquée. Elle ne craint pas de marier l'eau et le feu. Si la Russie soviétique cesse tout à coup d'injurier la Société des Nations, alors que Lénine l'avait définie une entreprise de brigandage, l'explication de sa nouvelle attitude s'inscrit dans les signes qui sillonnent le ciel de l'Extrême-Orient. Nous n'avons pas confiance. *Nous ne pouvons pas coopérer à l'acte qui conférera à la Russie soviétique un prestige qu'elle n'avait pas encore.*

Mais les dés sont jetés. Alea jacta est. Nous préférons jouer le rôle de celui qui avertit et met en garde. Nous souhaitons que l'avenir nous accuse de méfiance exagérée. Nous comptons que tous les autres Etats nous aideront à empêcher que Genève puisse se transformer en un foyer de propagande dissolvante. Nous veillerons. Tel est notre devoir. *Il nous suffit, en attendant, que la Russie soviétique n'aura pu entrer dans la Société des Nations à l'unanimité des voix, dans l'oubli de son passé et avec des couronnes triomphales.*

Lorsqu'elle aura été admise, le Conseil et l'Assemblée se trouveront devant plusieurs questions qui restent ouvertes. Les résolutions de l'Assemblée qui se rapportent à l'indépendance de la Géorgie ne s'endormiront pas dans la mort. L'Arménie, l'Ukraine, d'autres pays encore verront des hommes de cœur continuer à s'occuper d'eux. Il ne faudra pas dire: Ces questions ne se poseront plus. *Les sympathies du monde civilisé accompagnent les héros qui défendent leur vie et leur liberté.* Ces questions ne sont donc pas atteintes par la prescription.

Et surtout, lorsque *les délégués soviétiques* se trouveront à *Genève, nous espérons bien que des voix retentiront ici pour demander, au nom de la conscience humaine, des explications à leur gouvernement.* Elles dénonceront cette propagande antireligieuse qui ne connait pas sa pareille dans les annales du genre humain et qui plonge dens le deuil et dans les larmes la Chrétienté, avec tous les hommes qui croient en Dieu et invoquent sa justice.

J'ai terminé. J'ai essayé de faire entendre la voix de l'immense majorité des Suisses. Aucune intention chez nous de faire la leçon aux autres. J'ai tenu à parler librement. Si je ne l'avais pas fait, j'aurais été infidèle à la consigne qui est la mienne.

Il est à l'honneur de l'Assemblée que cette procédure d'admission pourtant si délicate se soit engagée et déroulée dans le calme et la sérénité. Le peuple suisse apprendra les décisions de votre majorité avec sang-froid et avec cette sage discipline démocratique qu'il tient de ses traditions séculaires.

Motta und der Vatikan

Das Handschreiben des Papstes Pius XI. an Bundesrat Motta vom 20. Dezember 1936

Bern, 20. Dez. ag. Der Apostolische Nuntius, Mgr. Bernardini, hat Bundesrat Motta nachstehendes Glückwunsch-Handschreiben Papst Pius XI. überreicht:

«Es gelangte zu Unserer Kenntnis, welch hohe Bestätigung des Vertrauens Ihrer Mitbürger Ihnen anläßlich Ihrer 25jährigen Mitarbeit in der schweizerischen

Bundesregierung durch die zum fünftenmal erneuerte Wahl zum Bundespräsidenten zuteil geworden ist. Während bei dieser Gelegenheit das Zusammentreffen anderer Daten daran erinnert, wie fruchtbar der lange Weg Ihres öffentlichen und privaten Lebens gewesen ist, umgeben Ihre Person die zahlreichen Freunde, die Behörden und die Vertrauten sowie alle jene, die unzweifelhaft das Bedürfnis fühlen, Ihnen den ehrlichen Tribut der Bewunderung und der Verbundenheit zu zollen in einer frohen Kundgebung der Feier, der Festesfreude und des Wünschens. Diese Gelegenheit ist geeignet, um Ihnen Unsere Glückwünsche auszudrücken und Ihnen jenes Wohlwollen zu bekunden, das Unser Herz seit langem und aus so vielen Gründen für Sie hegt. Wir sehen in der Tat im Werke, dem bis anhin Ihre so treue Hingabe galt, eine so glückliche Vereinigung des Eifers für den Dienst am Vaterlande und *des ehrlichen und männlichen Bekenntnisses Ihres Gehorsams gegenüber dem katholischen Glauben*, daß Wir daraus die Gewißheit ableiten dürfen, nie stehe dieses Bekenntnis im Gegensatze zum Eifer für das Vaterland, sondern es stärke vielmehr dessen Hingabe und erleuchte dessen Ziel. *Wenn die katholische Sache es somit als eigenen Vorteil und als Ihr Verdienst betrachten darf, in Ihnen in den so bedeutsamen Ihnen übertragenen Ämtern einen überzeugten und hingebenden Verteidiger* besessen zu haben, so darf sich die Sache des öffentlich-bürgerlichen, sozialen und internationalen Wohles nicht weniger freuen über den Edelmut Ihrer Absichten und die Weisheit Ihres Horizontes, die aus der christlichen Gesinnung hervorgegangen waren.

Der Augenblick könnte somit nicht geeigneter sein, um Ihnen Unsere Befriedigung über das in so vielen Jahren einer erleuchteten und unermüdlichen Tätigkeit vollbrachte Gute und *für die offene Verteidigung auszusprechen, womit Sie erst kürzlich das durch aufrührerische und religionsfeindliche Angriffe bedrohte Ideal der Kultur und der Ordnung schützten.* Die Gelegenheit scheint Uns gleichermaßen günstig, um Ihnen zu sagen, wie sehr Unser väterliches Gebet von Gott für Sie neuen und dauernden Beistand dafür erfleht, daß die Erfüllung Ihrer schweren Aufgabe in der Zukunft eine ebenso glückliche sei wie bisher.

Inzwischen erteilen Wir als Unterpfand Unserer Zuneigung und Hochachtung und in Erwartung reichster himmlischer Gnade Ihnen und Ihrer ganzen Familie den Apostolischen Segen.

Gegeben in Rom und St. Peter am 7. Dezember 1936. Im XV. Jahre Unseres Pontifikates.» sig. Pius P. P. XI.

Eine «berühmte» Rede

Die Rede von Bundesrat Pilet am 25. Juni 1940

Bern, 25. Juni. ag. Der Bundesrat hat am Dienstagmittag einen Appell an das Schweizervolk gerichtet, der in französischer Sprache von Bundespräsident Pilet-Golaz, in deutscher Sprache von Bundesrat Etter und in italienischer Sprache von Bundesrat Celio verlesen wurde. Der Appell hat folgenden Wortlaut:

«Eidgenossen! *Ihr fragtet euch gewiß schon, warum ich so lange – während voller sieben Wochen – das Stillschweigen beobachtet habe.* Wußte denn der Bundesrat nichts zu sagen angesichts der Ereignisse, die sich wie ein tragischer Film auf der Weltleinwand abwickelten?

Der Bundesrat mußte denken, vorsehen, Beschlüsse fassen, handeln; er konnte jetzt nicht Reden halten – *man liebt das Reden bei uns viel zu sehr,* das den Lauf der Dinge um keinen Zollbreit zu beeinflussen vermag.

Wenn sich der Bundesrat heute neuerdings an das Schweizervolk wendet, so geschieht es deshalb, weil ein gewaltiges Ereignis eingetreten ist, das weittragende Folgen haben wird:

Frankreich hat soeben den Waffenstillstand mit Deutschland und Italien abgeschlossen.

Welches auch die Trauer sein mag, die jeden Christ angesichts der angehäuften Ruinen und Menschenverluste erfüllen mag, so bedeutet es doch für uns Schweizer *eine große Erleichterung*, zu wissen, daß unsere drei großen Nachbarn nun den Weg des Friedens beschritten haben; diese Nachbarn, mit denen wir so enge geistige und wirtschaftliche Beziehungen pflegen, diese Nachbarn, die im

Geiste auf dem Gipfel unserer Berge – in Himmelsnähe – zusammentreffen und deren Kulturkreise uns jahrhundertelang bereichert haben, wie die vom Gotthard herabsteigenden Ströme ihre Ebenen befruchteten.

Diese Beruhigung – das dürfte wohl das zutreffende Wort sein – ist natürlich, menschlich, insbesondere bei bescheidenen Neutralen, die bisher in jeder Hinsicht verschont geblieben sind. Wir dürfen uns indessen dadurch nicht täuschen lassen. Uns nun den Illusionen eines sorgenlosen Glückes hinzugeben, wäre gefährlich. Es wird auf die soeben erlebte Gegenwart eine *allzu schwere Zukunft* folgen, als daß wir gleichgültig in die Vergangenheit zurückfallen könnten.

Waffenstillstand bedeutet noch nicht Friede, und unser Weltteil bleibt im Alarmzustand.

Da der Krieg nicht mehr an unseren Grenzen toben wird, können wir allerdings unverzüglich *eine teilweise und stufenweise Demobilmachung ins Auge fassen.* Diese wird aber unserer grundlegend veränderten nationalen Wirtschaft heikle Aufgaben stellen. Die zum Wohlstande der Völker so notwendige internationale Zusammenarbeit ist noch lange nicht wieder hergestellt. Großbritannien verkündet seinen Entschluß, den Kampf auf der Erde, auf dem Meere und in der Luft fortzusetzen. Bevor Europa wiederum zum Aufstiege gelangen kann, muß es *sein neues Gleichgewicht finden,* welches zweifellos *sehr verschieden vom bisherigen und auf anderen Grundlagen aufgebaut* sein wird als auf jenen, die der Völkerbund trotz seinen vergeblichen Bemühungen nicht zu erreichen vermochte.

Überall, auf allen Gebieten – geistig und materiell, wirtschaftlich und politisch – wird die unerläßliche Wiederaufrichtung gewaltige Anstrengungen erfordern, die, um wirksam zu sein, sich *außerhalb veralteter Formeln* zu betätigen haben werden. Dies kann nicht ohne *schmerzhafte Verzichte und ohne schwere Opfer* geschehen.

Es sei beispielsweise auf unseren Handel, auf unsere Industrie, auf unsere Landwirtschaft hingewiesen. Wie schwer wird ihre Anpassung an die neuen Verhältnisse werden. Sofern wir jedermann – und das ist erste Pflicht – das tägliche Brot sichern wollen, welches den Körper ernährt, und die Arbeit, die die Seele stärkt, werden Hindernisse zu beseitigen sein, die man noch vor weniger als einem Jahr für unübersteigbar gehalten hätte.

Zur Erreichung dieses Ergebnisses – das für die Rettung des Landes von kapitaler Bedeutung ist – werden wichtige Entscheidungen nötig sein. Und zwar nicht etwa solche, über die wir vorher *lange beraten, diskutieren und abwägen* können. Also Beschlüsse, die gleichzeitig überlegt und rasch *auf Grund eigener Machtbefugnisse* zu fassen sein werden.

Ja, ich sage in der Tat: *eigene Machtbefugnisse.* Denn seien wir uns dessen bewußt, die Zeiten, in denen wir leben, werden uns zahlreichen früheren behaglichen, lässigen – ich möchte beinahe sagen ‚altväterischen' – Gewohnheiten entreißen. Sei dem, wie es wolle! Wir dürfen *ausgefahrene Wege nicht verwechseln mit der Tradition,* diesem belebenden Safte, der aus den Wurzeln der Geschichte heraufsteigt. Die Tradition erfordert im Gegenteil Erneuerungen, weil es nicht in ihrem Wesen liegt, an Ort und Stelle zu verharren, sondern mit Einsicht und Vernunft von der Vergangenheit in die Zukunft zu marschieren.

Es ist nicht der Augenblick, wehmütig rückwärts zu schauen. Der Blick muß sich nun entschlossen nach vorwärts wenden, um mit allen unseren bescheidenen, aber dennoch nützlichen Kräften mitzuwirken an der Wiederherstellung der im Umbruch begriffenen Welt.

Der Bundesrat hat euch die Wahrheit versprochen. Er wird sie euch sagen ohne Beschönigung und ohne Zaghaftigkeit.

Der *Zeitpunkt der inneren Wiedergeburt ist gekommen.* Jeder von uns muß den alten Menschen ablegen. Das bedeutet:

Nicht schwatzen, sondern denken;
nicht herumdiskutieren, sondern schaffen;
nicht genießen, sondern erzeugen;
nicht fordern, sondern geben.

Gewiß wird dies *nicht ohne seelische und materielle Schmerzen und Leiden* gehen.

Verbergen wir uns dies nicht: Wir werden uns *Einschränkungen* auferlegen

müssen. Wir werden, bevor wir an uns selbst denken, nur an uns selbst, an die andern denken müssen – außerhalb und innerhalb unserer Grenzen – an die Enterbten, an die Schwachen, an die Unglücklichen. Es wird nicht genügen, einen Teil unseres Überflusses als Almosen hinzugeben; wir werden ganz sicherlich gezwungen sein, auch einen Teil dessen hinzugeben, was wir bisher als für uns notwendig hielten. Das ist nicht mehr die Gabe des Reichen, sondern das Scherflein der Witwe.

Wir werden sicherlich auf viele Bequemlichkeiten und Annehmlichkeiten verzichten müssen, auf die wir Gewicht legen, weil sie eine unbewußte Kundgebung unseres Egoismus sind. Statt einer Verarmung wird dies für uns eine Bereicherung werden.

Wir werden wiederum zur gesunden Gewohnheit zurückkehren, *viel zu werken und uns für einen bescheidenen Erfolg abzumühen, während wir uns bisher in der Hoffnung wiegten, große Erfolge mit wenig Mühe zu erzielen.* Erwächst nicht die Freude nur aus der Anstrengung? Fragt die Sportsleute: sie wissen dies schon lange.

Eher als an uns selbst und an unser Wohlbehagen werden wir eben an die anderen und an ihre wesentlichen Bedürfnisse denken. Das ist die wahre Solidarität, diejenige der Tat und nicht der Worte und Umzüge, diejenige, die die nationale Gemeinschaft durch Arbeit und Ordnung, diese beiden großen schaffenden Kräfte, einbettet in das Vertrauen und in die Einigkeit.

Die Arbeit! Der Bundesrat wird sie dem Schweizervolke *unter allen Umständen beschaffen, koste dies, was es wolle.*

Die Ordnung! Sie ist uns angeboren, und ich bin überzeugt, daß sie ohne Schwierigkeiten mit Hilfe aller guten Bürger aufrechtzuerhalten bleiben wird.

Diese werden es auch verstehen, *daß die Regierung handeln* muß. Ihrer Verantwortung bewußt, wird sie ihre Pflicht erfüllen, nach außen und nach innen, *über den Parteien stehend,* im Dienste aller Schweizer, die Söhne ein und desselben Bodens, Ähren desselben Feldes sind. Eidgenossen, an euch ist es, *nun der Regierung zu folgen als einem sicheren und hingebenden Führer, der seine Entscheidungen nicht immer wird erklären, erläutern und begründen können.* Die Ereignisse marschieren schnell: man muß sich ihrem Rhythmus anpassen. Auf diese Weise, und nur so werden wir die Zukunft bewahren können.

Persönliche, regionale und parteiliche Meinungsverschiedenheiten werden sich verschmelzen im Tiegel des nationalen Interesses, dieses höchsten Gesetzes.

Schließt euch zusammen hinter dem Bundesrat! Bleibt ruhig, wie auch er ruhig ist! Bleibt fest, wie auch er fest ist! Habt Vertrauen, wie auch er Vertrauen hat! Der Himmel wird uns seinen Schutz auch weiterhin angedeihen lassen, wenn wir uns dessen würdig zu erweisen wissen.

Mut und Entschlossenheit, Opfergeist, Selbsthingabe, das sind die rettenden Tugenden. Durch sie wird unser freies, menschenfreundliches, verständnisvolles, gastliches Vaterland seine brüderliche Mission weiter erfüllen können, die von den großen europäischen Kulturen beeinflußt ist.

Schweizer, meine Brüder, würdig der Vergangenheit, wir wollen beherzt in die Zukunft schreiten. Gott möge über uns wachen!»

Eine wichtige Absage

Erklärung der sozialdemokratischen Fraktion der Bundesversammlung nach dem Fröntlerempfang vom 10. September 1940

Bundespräsident Pilet-Golaz hat am 10. September drei Vertretern der «schweizerischen» Nationalsozialisten offiziell Audienz gewährt. Er hat durch den Empfang der Nationalsozialisten Schaffner, Hoffmann, Keller den Eindruck erweckt, als ob der Bundesrat eine politische Bewegung anerkenne, die sich die Aufspaltung des Volkes, die Zertrümmerung der Demokratie und die Preisgabe der Unabhängigkeit unseres Landes zum Ziele setzt.

Durch sein Verhalten hat Herr Pilet-Golaz das Vertrauen verloren, dessen ein Mitglied der obersten Landesbehörde bedarf. Wir bedauern, daß Herr Pilet-

Golaz sich nicht entschließen konnte, hieraus sofort die gebotene Konsequenz zu ziehen. Für die daraus entstehenden Folgen tragen Herr Pilet-Golaz und die ihn stützenden Kreise die Verantwortung.

Die sozialdemokratische Fraktion der Bundesversammlung wird ihren Kampf gegen jede Gefährdung unserer Demokratie und der Unabhängigkeit unseres Landes und gegen jeden Defaitisten, stehe er, wo er wolle, fortsetzen, in der sicheren Überzeugung, daß in diesem Kampfe das Schweizervolk auf ihrer Seite steht.

Ein umstrittenes Memorandum

Die Denkschrift Däniker vom 15. Mai 1941

Abschrift.

Oberst i. Gst. Däniker
Kommandant der Schießschule — Wallenstadt, den 15. 5. 41.

Denkschrift
über Feststellungen und Eindrücke anläßlich eines
Aufenthaltes in Deutschland

I.

Am 30. 4. bin ich zur Besprechung von Verlagsangelegenheiten nach Berlin gefahren und habe mich bis zum 10. 5. in Deutschland aufgehalten.

Während dieses Aufenthaltes hatte ich Gelegenheit, sehr vieles zu sehen und zu hören und überdies auch die Möglichkeit, an verschiedenen Orten den Standpunkt der Schweiz zu vertreten.

Infolge meiner Beziehungen zu Offizieren der deutschen Wehrmacht wurde mir ermöglicht, die Infanterie, die Panzer- und die Unteroffiziersschule Potsdam zu besuchen. Was ich hierbei an militärischen Dingen zu sehen bekam, schildere ich in dieser Denkschrift nicht. Ich darf lediglich feststellen, daß ich überall sehr zuvorkommend aufgenommen wurde und daß man mir alles zeigte, was ich zu sehen wünschte, bzw. alles beantwortete, wonach ich fragte. Der Gesamteindruck war der, daß Ausbildung und Material auf denkbar hoher Stufe stehen und daß mit größter Sicherheit und höchster Präzision gearbeitet wird.

Wichtiger als das, was ich auf militärischem Gebiete sah, erscheint mir das, was ich in *politischer* Beziehung und namentlich bezüglich des Verhältnisses Deutschland–Schweiz festzustellen Gelegenheit hatte.

Meine Ausführungen stützen sich auf die Fühlungnahme mit Persönlichkeiten von Staat, Partei und Wehrmacht, ferner der Industrie, des Handels und der Presse und schließlich auch mit Hochschullehrern. Bei diesen Persönlichkeiten handelte es sich sowohl um deutsche Staatsangehörige als auch um Schweizer, die seit längerer Zeit in Deutschland leben.

Man kann selbstverständlich in Deutschland, genau wie überall, alles hören, was man zu hören wünscht. Man braucht sich nur an die betreffenden Kreise zu wenden. In dieser Tatsache liegt eine Gefahr. Denn sie veranlaßt viele Leute, sich dort zu informieren, wo sie hoffen, das zu hören, was zu vernehmen ihnen angenehm ist, um dann nachher diesen Stimmen besondere Bedeutung beizumessen.

Ich habe versucht, diesem Fehler nicht zu verfallen, sondern vielmehr herauszufinden, welches in den einzelnen Fragen die wirklich maßgebende Meinung ist, die Meinung also, der entwicklungsbestimmender Einfluß zukommt. Bei meinen nachfolgenden Feststellungen handelt es sich infolgedessen meines Erachtnes nicht um Zufälligkeiten, die ebensogut anders sein könnten, sondern um Dinge, mit denen wir zu rechnen haben, weil sie nun einmal so liegen und deshalb allgemeine Geltung besitzen.

II.

Zunächst ist festzustellen, daß das Verhältnis zwischen Deutschland und der Schweiz zurzeit sehr gespannt ist. Dieses Verhältnis befindet sich augenblicklich in einer ernsten und gefährlichen Krise. Darüber ist man überall derselben Auffassung, aber niemand kann mit Bestimmtheit sagen, welchen Lauf die Entwick-

lung nehmen wird, ob einer Besserung entgegen oder für uns ins Verderben. Ich scheue mich nicht, hier in aller Form auszusprechen, daß wir Schweizer selbst den Hauptteil der Schuld für das Vorhandensein dieser Krisenlage tragen. Diese Feststellung scheint mir deshalb besonders wichtig zu sein, weil sich aus ihr ergibt, daß der weitere Verlauf der Entwicklung weitgehend von uns selbst bestimmt werden kann. Wäre alles ohne unser Zutun so gekommen, dann bliebe uns nichts anderes übrig, als passiv abzuwarten, was die Zukunft bringen werde. Da wir aber den bisherigen Verlauf der Entwicklung selbst mitbestimmt haben, so liegt es auch in unserer Macht, den zukünftigen Kurs mitzubestimmen. Hierüber sind sich vor allem die Schweizer im Ausland im klaren. Denn von ihnen wird man regelmäßig mit einem Kopfschütteln empfangen. Immer wieder fragen sie, ob wir eigentlich mit Blindheit geschlagen seien und wie weit wir die Dinge noch treiben wollen, bevor wir endlich in klarer Vernunft erkennen, um was es gehe. Wir haben durch unsere Haltung die Lage unserer Miteidgenossen namentlich in Deutschland und Italien außerordentlich erschwert. Was sie immer wieder mit viel Mühe aufgebaut haben, um die Beziehungen zwischen ihrem Aufenthaltsland und der Schweiz zu verbessern, ist von der Schweiz aus regelmäßig und leichtfertig zerstört worden.

Noch schärfer als die Schweizer urteilen natürlich die betreffenden Staatsangehörigen. Hier begegnet man meistens nicht nur einem Kopfschütteln, sondern oft sogar der Frage, ob wir Schweizer denn eigentlich beabsichtigten, der Achse den Krieg zu erklären; und überdies bekommt man gelegentlich bittere Vorwürfe zu hören, die leider oft nicht unberechtigt sind. Dies macht es zurzeit für einen Schweizer so schwierig, im Ausland den Standpunkt der Schweiz mit Entschiedenheit zu vertreten, und viele suchen deshalb auch ganz einfach zu Entschuldigungen oder zur Ablehnung der Mitverantwortung Zuflucht.

III.

Ich werde im folgenden von den Gründen, die zur gegenwärtigen Krise in den Beziehungen zwischen Deutschland und der Schweiz geführt haben und die zurzeit die Krise noch weiter verschärfen, diejenigen aufzählen, die augenblicklich zuvorderst im Bewußtsein stehen und deshalb sich besonders schädlich auswirken.

Es läßt sich im Grunde alles darauf zurückführen, daß in Europa seit Jahren eine Entwicklung eingesetzt hat, die wir nicht nur nicht verstehen wollen, sondern gegen die wir in engster Anlehnung an die Gegner des neuen Europa in offenen Gegensatz getreten sind. Wir bilden uns merkwürdigerweise hierbei auch sehr viel darauf ein, fernerhin als «Querschläger» durch ein neues Europa zu fliegen.

a) Es geht im gegenwärtigen Krieg nicht einfach um einen vornehmlich materiell orientierten Machtkampf, wie zum Beispiel im Weltkrieg 1914–1918, sondern es dreht sich einfach um einen Krieg auf weltanschaulicher Ebene und für Europa um einen «Einigungskrieg». Daß in einem geeinten Europa das 90-Millionen-Volk der Deutschen eine führende Rolle spielen wird, ist durchaus natürlich, und es wäre geradezu widersinnig, wenn eine Vereinigung kleiner Völker über ein großes Volk herrschen wollte. Soviel steht fest, wie immer sich die Dinge entwickeln werden, es wird der gegenwärtige Krieg nicht lediglich mit einer Machtverschiebung, bzw. mit einem Gleichgewicht enden, sondern es wird dieser Krieg, ganz gleichgültig, wer siegt, ein von Grund auf verändertes Europa zurücklassen. Nur wirklich primitive Köpfe können sich einbilden, daß zum Beispiel nach einem eventuellen Sieg Englands Europa in der früheren Geistesverfassung wiederum geruhsam weiterleben könne und werde.

b) Im Übersehen der geistigen Grundlagen des gegenwärtigen Krieges liegt die Hauptursache für die wirklichkeitsfremde Einstellung zahlreicher Kreise der Schweiz, für die trügerische Hoffnung, wir könnten in allen Teilen das bleiben, was wir immer waren, und schließlich für den falschen Glauben, es gehe für uns um nichts anderes als um passives Festhalten an Althergebrachtem.

Von deutscher Seite wird darauf hingewiesen, daß vor Ausbruch des Krieges die Schweiz nicht, wie dies ihrer eigentlichen Bestimmung entsprochen hätte, für eine Völkerverständigung gewirkt habe, sondern die Gegensätze in einseitiger Stellungnahme immer wieder von neuem zu unterstreichen sich herausnahm. Und

gleicherweise denke man auch heute in der Schweiz nicht europäisch, was um so verwunderlicher sei, als die Schweiz seinerzeit, über eng schweizerische Denkweise hinaus, sehr rasch sich zur Idee des Völkerbundes bekannte und dieser Idee sogar einen Teil der Neutralität opferte, zu einer Zeit, da der Völkerbund noch nichts anderes gewesen sei als als eine einseitige Mächtegruppierung zur weiteren Unterdrückung anderer europäischer Staaten. Jetzt dagegen, wo der europäische Kontinent sich zu einer geschlossenen Einheit zu finden beginne, bringe die Schweiz keine europäische Denkweise auf, sondern stehe England und den Vereinigten Staaten besonders nahe. Von der Schweiz, die sich doch inmitten dieses europäischen Kontinentes befinde und mit diesem auf Gedeih und Verderb verbunden sei, könne eine solche Haltung nicht verstanden werden. Aus ihr spreche ein nur rückwärts gerichtetes Denken, das keine Zukunft haben könne. Auffallen müsse vor allem, daß jede Stimme, welche auf die neu sich anbahnende Entwicklung hinweise, kurzerhand unterdrückt werde, während zugunsten der alten Welt alles gesagt werden dürfe, selbst unter offensichtlicher Verdrehung der Tatsachen. Dies geschehe in einem Lande, das sich dauernd und gelegentlich sehr überhebend brüste, eine vorbildliche Demokratie zu sein.

Im übrigen fordere man in der Schweiz von den andern Staaten dauernd Verständnis für das schweizerische Eigenleben, ohne daß man sich auch nur die geringste Mühe gebe, die Vorgänge beim nördlichen und südlichen Nachbarn zu begreifen. Und wenn schließlich einige Schweizer, wie kürzlich Vertreter der Presse, über die Landesgrenzen fahren, um die Dinge mit eigenen Augen zu sehen, werden sie in ihrer Heimat angegriffen, oder es wird, wie zum Beispiel im «Nebelspalter», behauptet, sie würden in Deutschland absichtlich getäuscht und vor schöne Kulissen geführt, hinter denen nichts Wirkliches vorhanden sei.

Die Einseitigkeit unserer Presse ist auch bei uns zur Genüge bekannt, so daß hier nicht näher darauf eingetreten werden muß. Daß diese Einseitigkeit in Deutschland und in Italien genau registriert und nicht vergessen wird, darf als sicher angenommen werden. Früher wurde die Einseitigkeit der Stellungnahme lediglich auf das Schuldkonto der betreffenden Presse gebucht. Nachdem nun aber die Zensurmöglichkeit besteht, werden in Zukunft logischerweise auch Regierung und Armeestab damit belastet.

In Deutschland und in Italien hat man gegen reine sachliche Kritik nichts einzuwenden, wie man denn auch weit davon entfernt ist, von uns irgendwelche nationalsozialistische oder faschistische Denkweise zu fordern. Dagegen ist man sehr empfindlich, wenn Tatsachen verdreht werden, wie in dem berüchtigten Aufsatz der «Thurgauer Zeitung» bei Ausbruch des Krieges mit Jugoslawien, der großes Unheil angerichtet hat, oder wenn sich schweizerische Zeitungen dazu berufen fühlen, der Welt Belehrungen erteilen zu müssen und *die Lage trüben*, indem sie zum Beispiel *andauernd auf Spannungen zwischen Deutschland und Rußland hinweisen*. Man ist der Auffassung, daß es nicht die Aufgabe der Schweizer Journalisten sei, auf diesem Gebiet die Hellseher zu spielen.

Ebenso anstößig sind selbstverständlich die hemmungslosen Angriffe gegen Deutschland, wie sie sich beispielsweise Prof. Barth neulich wieder leistete.

Ganz besonders haben in letzter Zeit die Schriften und Vorträge von Oberst Oskar Frey Schaden angerichtet. Man versteht nicht, daß zu einer Zeit, da kriegerische Handlungen auf dem Kontinent eingestellt sind, in öffentlichen Volksversammlungen mit viel Drum und Dran zum Widerstand aufgefordert wird. Dieser Widerstand könne, so wie die Dinge liegen, doch nur den Achsenmächten gelten, und die dauernden Hinweise auf die Bedeutung der Gotthardlinie für unsere nördlichen und südlichen Nachbarn komme einer offenen Drohung gleich. Man fragt sich, zu welchem Zweck solche Vorträge überhaupt gehalten werden. Denkt das Schweizervolk tatsächlich anders, und muß es auf diese Weise aufgepeitscht werden? Oder hat man an zuständiger Stelle kein Vertrauen mehr in den Abwehrwillen und die Abwehrkraft der Armee? Dann ist es für einen Offizier ein billiger Ausweg, sich an das Volk zu wenden, anstatt seine Untergebenen zu zuverlässigen Soldaten zu erziehen. Durch diese Aufpeitschung der Bevölkerung zum Widerstand kommt so recht die Denkweise zum Ausdruck, wie sie sich in den sogenannten Westdemokratien fand und deren Fehlerhaftigkeit der gegenwärtige Krieg nun schon zur Genüge bewiesen hat. Es darf nicht vergessen werden,

daß, wenn es zu einem Kriege kommen sollte, nur ein verschwindend kleiner Teil der Zuhörer des Obersten Frey überhaupt die Möglichkeit besitzt, Widerstand zu leisten. Der überwiegenden Mehrheit dagegen bleibt als Lohn übrig, nachher weiterleben zu müssen. Man glaubt, in den Vorträgen von Oberst Frey eine sehr bedenkliche Abhängigkeit von den Gegnern Deutschlands zu erkennen. Aufgefallen ist natürlich auch der Widerspruch, der darin liegt, daß der Vortrag die Dinge so darstellt, als könnten wir von einem Tag auf den andern überfallen werden, daß aber anderseits doch wieder nicht die ganze Armee in höchster Bereitschaft unter den Waffen gehalten wird – übrigens ein Widerspruch, der auch in unserem Volke klar erkannt und nicht verstanden wird. Man hat in Deutschland fälschlicherweise angenommen, Oberst Frey gehöre dem engeren Armeestab an, und seine Ausführungen wurden deshalb besonders eingehend vermerkt. Es zeigt sich, daß man allen Gegensätzlichkeiten gegenüber, die irgendwie von der Armee ausgehen, besonders empfindlich ist, da man nämlich und mit Recht glaubt, soldatische Denkweise müßte doch eher einer der gegebensten Berührungspunkte darstellen. Man versteht es deshalb, sowohl in der deutschen Wehrmacht als überdies auch im soldatisch denkenden deutschen Volk ohne weiteres, wenn unsere Armee zur höchsten Kriegstüchtigkeit geschult wird, aber man kann es nicht begreifen, wenn Volksversammlungen zum Widerstand aufgepeitscht werden, und als besonders bedenklich wird es empfunden, wenn dieses Aufpeitschen durch höhere Offiziere erfolgt, die sich hierbei auf *einem solch niedrigen Niveau bewegen wie Oberst Frey*, namentlich in seinem viel zitierten Schlußsatz, der selbstverständlich auch in Deutschland vermerkt wurde und der vielleicht bei einem *ganz gewöhnlichen Demagogen* in Kauf genommen werden könnte, einem Offizier aber nicht wohl ansteht. Zusammenfassend läßt sich sagen, daß diese Vorträge sehr viel Unheil angerichtet haben.

Wenn man irgendwo wohnt, so ist es selbstverständliche Nächstenpflicht, nicht ausgerechnet das zu tun, was die Nachbarn offensichtlich ärgert. Wer sich durch Rücksichtnahme gegenüber seinen Mitmenschen und namentlich gegenüber den benachbarten Mitmenschen in seiner Freiheit beengt fühlt, der besitzt eine merkwürdige Vorstellung von Freiheit. Wenn wir im staatlichen Leben unsere Unabhängigkeit und Freiheit dadurch beweisen wollen, daß wir rücksichtslos alles das tun, was uns paßt, und mit Absicht vornehmlich Dinge, von denen wir genau wissen, daß sie unsere Nachbarn ärgern, so muß man dies, in die Sprache des Privatlebens übersetzt, als *unanständig und flegelhaft* bezeichnen. Irgendwelche besondere Menschenwürde ist darin nicht zu finden. Wenn dies alles noch zu einer Zeit geschieht, da man mit dem Nachbarn notwendigerweise engere Beziehungen unterhalten muß, so ist diese Handlungsweise obendrein auch noch dumm. Es ist wirklich nicht notwendig, unsern Wirtschaftsdelegationen, die ohnehin eine schwierige Aufgabe zu lösen haben, durch absichtliches Reizen des Verhandlungspartners noch besondere Schwierigkeiten zu bereiten.

Man verkennt weder in Deutschland noch in Italien die guten Grundlagen, die darauf ausgehen, die gegenseitigen Beziehungen zu verbessern und einen gangbaren Weg in die Zukunft zu finden. Aber weder der Glaube, das Schweizervolk denke in seiner großen Masse vernünftiger, als nach der Presse zu schließen sei, noch die Registrierung der vom Schweizervolk sehr zustimmend aufgenommenen Erklärung des Bundesrates vom Juli 1940 vermögen nachhaltige Wirkung zu haben, wenn daneben dauernd schwere Verfehlungen vorkommen, angefangen bei kleinen Sticheleien bis hinauf zum hemmungslosen Angriff, selbst wenn diese von Leuten ausgehen, die gestern noch nichts waren und morgen auch nichts mehr bedeuten werden. Diese Verfehlungen sind, dies muß mit aller Deutlichkeit festgestellt werden, imstande, unser Volk und unser Land ins Verderben zu manövrieren.

IV.

Man hat sich bei uns sehr ernstlich die Frage vorzulegen, was in nächster Zukunft geschehen werde.

a) Die Schweiz befindet sich inmitten des europäischen Kontinentes – was allerdings vielen Eidgenossen noch immer nicht zum Bewußtsein gekommen zu sein scheint –, und es stellt sich daher für uns zuerst die Frage nach der Ent-

wicklung auf dem europäischen Koninent. Hierzu ist zu sagen, daß sich dieser Kontinent je länger je enger zu einer Schicksalsgemeinschaft zusammenschließen muß und wird. In greifbarer Nähe liegt die Eingliederung zunächst Finnlands, dann Schwedens und schließlich Spaniens in irgendwelcher Form. Und weiter wird der europäische Kontinent sich auf die eine oder andere Weise durch Lösung verschiedener Probleme im Osten autark zu machen verstehen. Dies ist, in kurzen Zügen skizziert, der Lauf der Entwicklung, der zunächst vom weiteren Verlauf des Krieges unabhängig ist. Darin liegt auch das, was darunter zu verstehen ist, wenn von der großen Entscheidung des Jahres 1941 gesprochen wird. Diese Entscheidung wird vorerst nicht in der Beendigung des Krieges mit England gesehen, sondern in der Konsolidierung des europäischen Kontinentes. Ob der Krieg nach dieser Konsolidierung Europas gegen England weiter andauert oder nicht, erscheint zunächst als sekundäre Frage. Der Gedanke an eine Neugliederung des europäischen Kontinentes ist keineswegs einseitig gerichtet, sondern ausgesprochen allseitig, und dies ist der Grund, weshalb dieser Gedanke auch einen guten Schweizer nicht nur nahe bedrängen darf, sondern vielmehr nahe bedrängen muß. Denn ich glaube, darüber kann es für einen Schweizer, der in der Wirklichkeit lebt und nicht den Boden unter den Füßen verloren hat, weil er unwirklichen Vorstellungen huldigt, keinen Zweifel geben: zuerst und vor allem hat er schweizerisch zu denken, dann aber europäisch und erst nachher weltweit. Die Schweiz liegt nun einmal im Herzen Europas und nicht zwischen Europa und Amerika. Wir finden den Weg von der Schweiz zur Welt nur über Europa, und nicht, indem wir diesen Kontinent, dem wir verhaftet sind, übersehen oder uns ihm gegenüber gleichgültig oder sogar gegensätzlich einstellen.

b) Sehr bald und vielleicht in kürzerer Zeit, als wir ahnen, vielleicht schon nach wenigen Wochen, wird deshalb die Frage an uns gestellt werden, ob die Schweiz ein nützliches und wertvolles Glied des europäischen Kontinentes werden wolle oder nicht. Diese Frage darf uns nicht überraschen, und wir dürfen ihr nicht unvorbereitet gegenüberstehen. Daß diese Frage an uns gerichtet werden wird, ist schon verschiedentlich bedeutet worden, nicht zuletzt durch die bekannten Äußerungen Dr. Goebbels vor den Pressevertretern. Das gleiche bekommt man in Deutschland zurzeit von allen Seiten zu hören. Wenn wir unseren Beitrag an den Neuaufbau Europas nicht leisten wollen, dann wird es uns doch nicht möglich sein, einfach beiseite zu stehen, dann wird der Beitrag von uns erzwungen. Bei der freiwilligen Leistung können wir selbst mitentscheiden, wie sie zu erfolgen hat, bei der uns zwangsmäßig auferlegten dagegen wird man uns nicht mitreden lassen. Im übrigen, wer dauernd in Ablehnung verharrt, bis er unter dem Druck der Ereignisse oder vor einem Sieger nicht mehr anders kann, dessen nachträgliche Leistung wird mit Recht wenig gewürdigt, und er wird auch nicht die Anerkennung als gleichwertiges Glied des Ganzen finden. Ob die Antwort auf die Frage, wie wir uns in Zukunft verhalten wollen, von uns dereinst frei gegeben werden kann, oder ob es sich zur gegebenen Zeit nur noch um eine rhetorische Frage handelt, die der Fragesteller für sich selbst schon vollständig und endgültig beantwortet hat, hängt weitgehend von uns und von unserem Verhalten ab. Daß auf seiten der Achse an verschiedenen Stellen schon alle Möglichkeitne, angefangen bei der Gewährung staatlicher Selbständigkeit bis hinunter zur vollständigen Aufteilung und Einverleibung der einzelnen Teile, erörtert wurden, darüber dürfte es keine Zweifel geben. Aber ebenso feststehend scheint zu sein, daß an allein maßgebender Stelle ein Entschluß in diesen Dingen noch nicht gefallen ist. Wir haben es also noch in der Hand, unserseits auf diese Entschlußfassung einzuwirken. Je mehr wir jetzt durch unsere Haltung eine gespannte Lage schaffen, desto mehr verunmöglichen wir eine für uns gute Lösung des Problems. Denn es muß der ganze lange Weg, den wir jetzt in Einseitigkeit und Gegensätzlichkeit beschreiten, vorerst wiederum nach der anderen Richtung zurückgelegt werden, um sich zu finden. Je tiefer die Verstimmung geht, desto fester verankert sie sich und desto schwieriger ist es, sie wiederum aus der Welt zu schaffen. Ferner ist denkbar, daß durch eine immer wieder betonte Grundsätzlichkeit unserseits ein voreiliger, für uns nachteiliger Entschluß provoziert wird. Daß Entschlüsse unter Umständen sehr rasch und unwiderruflich gefaßt und, wenn es sein muß, auch von äußerster Härte diktiert werden, hat in letzter Zeit

das Beispiel Jugoslawien gezeigt. Weltpolitische Entschlüsse entstehen nicht aus Sentimentalität, und wenn bei uns geglaubt wird, wir könnten uns benehmen, wie wir wollten, wir würden dennoch bestehen bleiben, weil Europa uns als Friedensinsel, als Sitz des Roten Kreuzes und als Land, wo Konferenzen abgehalten werden können, dringend notwendig habe, so handelt es sich hier um einen bedenklichen Irrtum, der für uns verhängnisvoll werden kann.

Eine besondere Gefahr liegt für uns im folgenden:

Je mehr man bei uns fortfährt, alle diejenigen, die sich gedanklich mit der zukünftigen Entwicklung Europas – die nun einmal eingesetzt hat, ob man es wahrhaben will oder nicht – befassen, verdächtigt, zum Schweigen zwingt und sogar bestraft, desto mehr bildet sich im Ausland die Auffassung, es leben in der Schweiz «Unterdrückte», denen man Aufmerksamkeit schenken oder sogar Hilfe zuteil werden lassen müsse. Es war früher die besondere Stärke der Schweiz – im Gegensatz zum Beispiel zum Schuschniggschen Österreich –, daß es keine «Unterdrückten» gab und deshalb im Ausland keinerlei Veranlassung vorlag, sich irgendwie in unsere inneren Angelegenheiten einzumischen. Durch die nun bei uns aber seit einiger Zeit getroffenen Maßnahmen haben sich die Dinge wesentlich geändert. Diese Maßnahmen lassen im Ausland auf eine innere Schwäche in unserem Lande schließen. Denn wenn es tatsächlich notwendig wäre, allen denjenigen, die sich geistig mit der zukünftigen Entwicklung Europas befassen, das Reden und Schreiben zu verbieten, dann wäre es allerdings um die innere Festigkeit unseres Volkes schon sehr schlecht bestellt. Daß man unter diesen Umständen sich im Ausland um so eingehender mit dem Problem Schweiz befaßt, ist lediglich Konsequenz. Unter denen aber, die sich in der Schweiz beengt – um nicht zu sagen verfolgt – fühlen, wenden sich die schlechten Charaktere über die Grenze dem Ausland zu und treten dort mit denjenigen ausländischen Kreisen in Verbindung, die das Problem Schweiz radikal zu lösen geneigt sind oder unserem Lande übel wollen. *Ein Lichtstrahl fällt in dieses dunkle Kapitel glücklicherweise dadurch, daß der Deutsche aus seiner germanisch-soldatischen Grundhaltung heraus einen Treubruch verabscheut und Untreue verachtet.* Aus «unterirdischen» Beziehungen erwächst für uns die größte Gefahr. Es kann ihr wirksam nur durch Aufnahme guter und enger «oberirdischer» Beziehungen begegnet werden. Bei uns liegt es, ob das Ausland mit schlechten Charakteren als mit «Vertretern der Schweiz» Beziehungen unterhält oder aber mit gesinnungstreuen Schweizern. *Die Entschlußfassung bezüglich des Problems Schweiz wird zurzeit vorbereitet.* Welche Auffassungsrichtung in Deutschland die Oberhand gewinnt, ist noch nicht zu übersehen. Im gegebenen Augenblick wird auch ein Propagandafeldzug einsetzen, der unter Umständen, wenn man sich zu einer radikalen Lösung entschlossen hat, alles uns irgendwie belastende, sorgfältig gesammelte Material verwerten wird, angefangen bei kleinen Presseäußerungen *bis zu den in Paris gefundenen Akten.* Wenn zurzeit die deutsche Öffentlichkeit nicht auf Verfehlungen, die bei uns vorkommen, reagiert, so geschieht dies nicht, weil man ihnen keine Bedeutung beimißt, sondern weil die strikte Weisung erteilt worden ist, sich augenblicklich mit der Schweiz in keine öffentliche Polemik einzulassen. Aber vergessen wird nichts.

Soviel ich bei Gesprächen zwischen den Worten herauszuhören glaubte, denkt man wohl nirgends an militärische Maßnahmen. Denn zu diesen greift Deutschland nur im äußersten Notfall, und bezüglich unseres Landes bestehen genügend andere Möglichkeiten des Vorgehens.

V.

Um Mißdeutungen vorzubeugen, sei hier klar betont, daß für uns das Ziel in der Erhaltung der Eigenstaatlichkeit unseres Schweizervolkes liegt und daß alles, was getan wird, der sicheren Erreichung dieses Zieles dienen muß. Es kann daher auch gar keinen Zweifel darüber geben, daß wir, wenn Forderungen an uns gestellt werden, die wir nicht annehmen dürfen und können, zu kämpfen bereit sein wollen und werden, selbst wenn wir von vornherein wissen, daß dieser Kampf aussichtslos ist und mit unserem Untergang endigen wird. Einer solchen Haltung bringt man im soldatisch denkenden Deutschland, das bekanntlich jeden tapferen Gegner achtet, Verständnis entgegen. Nicht verstanden dagegen wird

die Säbelrasslerei eines kleinen Staates wegen allerhand ganz unwesentlicher Dinge. Das Bedenkliche liegt bei uns darin, daß man nicht mehr zu unterscheiden weiß zwischen Forderungen, die wir annehmen können bzw. sogar im Interesse der nachkommenden Generation gerne annehmen wollen, und solchen, über die tatsächlich diskutiert werden darf, weil sie unannehmbar sind. So sieht man bei uns vielerorts nur ein primitives Entweder–Oder: entweder wir können in aller Zukunft genau das bleiben, was wir immer waren, und das besitzen, was wir immer besaßen – diese Forderung reicht hinunter bis zur eigenen Geldwährung –, oder aber wir sind bereit, unseren letzten Blutstropfen herzugeben und unterzugehen. So stur lebt der Mensch nicht in der Familie, die Familie nicht in der Gemeinde, die Gemeinde nicht im Kanton, der Kanton nicht in der Eidgenossenschaft, und so kann nun einmal die Schweiz nicht in Europa leben.

Wenn die Schweiz tatsächlich in Europa eine ihr eigene und ureigene Aufgabe erfüllen will, wenn sie also ein wahrhaft nützliches Glied in Europa zu sein bestrebt ist, dann hat sie sich in dieses Europa entsprechend einzugliedern. Der Gedanke an diese Eingliederung ist keineswegs unschweizerisch, sondern in Anbetracht unseres Werdens und Seins sogar urschweizerisch. Ein Mitwirken in einem neuen Europa verstößt keinesfalls gegen die Idee der Schweiz, sondern höchstens gegen einzelne veraltete und überlebte äußere Formen. Zum mindesten kann man als guter Schweizer ebensogut europäisch denken und sich für ein neues Europa einsetzen, wie man England oder den Vereinigten Staaten huldigen kann.

VI.

Wenn die Frage beantwortet werden soll, was augenblicklich dafür getan werden kann, damit unser Land erhalten bleibe und einer erstrebenswerten Zukunft entgegensehen könne, so ist zusammenfassend kurz folgendes zu sagen:

a) Die erste auf Passivität gerichtete und deshalb auch leicht zu erfüllende Forderung geht dahin, uns ruhig zu verhalten und die Aufmerksamkeit nicht unnötig auf uns zu lenken. Es muß unter allen Umständen verhindert werden, daß die Presse weiterhin in ihrer einseitigen Stellungnahme verharrt und bei jeder möglichen und unmöglichen Gelegenheit, versteckt und offen, gegen Deutschland, gegen die Achse und gegen die ein neues Europa bildenden Kräfte schreibt. Ferner sind provokatorische Vorträge im Stile desjenigen des Obersten Frey zu unterbinden. Wenn in dieser Beziehung sich nicht endlich eine grundlegende Wandlung vollzieht, dann ist für unser Land das Schlimmste zu befürchten.

Es ist nicht zu übersehen, daß die kommenden 650-Jahr-Feiern primitive Redner besonders leicht in Versuchung führen können, sich von neuem zu Äußerungen hinreißen zu lassen, die schädliche Auswirkungen haben können. Eigentlich dürfte man annehmen, daß, wer auf 650 Jahre Geschichte zurückblicken kann, mit um so offenerem Blick auch in eine neues Leben bringende Zukunft sehen könnte.

b) Bezüglich der aktiven Bestrebungen, die möglich sind und zweifellos nützlich sein könnten, beginne ich mit einer negativen Feststellung: Ob in der Schweiz sogenannte Erneuerungsbewegungen vorhanden sind oder nicht, scheint keineswegs von irgendwelcher Bedeutung zu sein. Deutschland fordert von keinem anderen Land, daß es sich nationalsozialistischer Denkweise anschließe. Daß aber in allen Fällen, da sich jemand mit diesen Problemen geistig auseinandersetzt und zu einer Annäherung des Denkens gelangt, sofort mit Verboten von Bewegungen und Zeitungen eingeschritten wird, dies allerdings führt zu einer nicht zu übersehenden Verstimmung, und dies um so mehr, als sehr vieles, was in der Schweiz sonst an politischer Denkweise nicht nur geduldet, sondern sogar hoch geachtet wird, keineswegs nur schweizerischen Ursprungs ist, sondern zum Teil ebenfalls vom Ausland herkam und noch immer auch im Ausland zu finden ist.

aa) Sehr wichtig ist die Kontaktnahme und nachherige Aufrechterhaltung der Fühlung einwandfreier, angesehener Schweizer mit Deutschland.

bb) Die Gründung zum Beispiel einer schweizerisch-deutschen Handelskammer könnte ebenfalls sehr nützlich sein.

cc) Die kulturellen Verbindungen, die leider stark in den Hintergrund getreten sind, müssen von neuem aufgenommen und eng verknüpft werden. Sie sind von größerer Bedeutung als die Verbindung auf sportlichem Gebiet.

dd) Von sehr großem Wert könnte sein die offizielle Beschickung des im Juni dieses Jahres stattfindenden Kurses für Ausländer am Auslandwissenschaftlichen Institut in Berlin, in welchem die Probleme des neuen Europa behandelt werden. Im letzten Herbst hat ein ähnlicher Kurs stattgefunden, der von sehr vielen europäischen Staaten offiziell beschickt wurde und von den paar Schweizern, die privatim daran teilnahmen, als ausgezeichnet qualifiziert wurde. Durch eine offizielle Beschickung mit entsprechenden Persönlichkeiten könnte bewiesen werden, daß wir nicht in gegensätzlicher Einstellung allem neu sich Bildenden fernbleiben wollen.

VII.

Ich habe in dieser Denkschrift meine Auffassung auf Grund dessen, was ich auf meiner Reise sah und hörte, freimütig dargelegt. Es ist meine Überzeugung, daß es so nicht weitergehen kann, ohne daß wir zwangsläufig dem Untergang der Schweiz entgegengehen. Daß ich als Schweizer dadurch von schweren Sorgen erfüllt werde, brauche ich nicht besonders darzulegen. Ich fühle mich als Schweizer Bürger und nicht zuletzt als Berufsoffizier verpflichtet, sehr ernst und eindringlich zu warnen. Es wird dereinst niemand sein Gewissen damit beruhigen und die Verantwortung von sich abwälzen können, indem er sagt, er hätte die Dinge so kommen sehen, wenn er nicht gleichzeitig beweisen kann, daß er rechtzeitig alles getan hat, um dem schlimmen Kurs zu steuern, selbst auf die Gefahr hin, sich persönlich zu schaden. Alle werden schließlich eines Tages als mitverantwortlich zur Rechenschaft gezogen, und wenn es nur vor dem eigenen Gewissen wäre.

Man sage nicht, man müsse den Dingen den Lauf lassen, denn das Volk wolle von einer Neuordnung Europas nichts wissen. Erstens ist dies unzutreffend. Denn es läßt sich immer wieder feststellen, daß das Volk viel vernünftiger denkt, als unsere Presse wahrhaben will. Und zweitens bedarf auch ein demokratisches Volk einer zielsicheren und mutigen Führung. gez. Gustav Däniker.

Vergessen gebliebene Richtlinien

Das Memorandum von Bundesrat Etter «Richtlinien für die Führung der Innenpolitik» vom September 1940

1. Die tiefgehenden politischen und geistigen Veränderungen, die sich im Verlaufe der letzten Jahre und während des Krieges in Europa vollzogen, haben auch in unserem Lande eine Reihe von *Erneuerungsbewegungen* auf den Plan gerufen. Philosophie, Geschichte und Erfahrungen lehren, daß die Formen, in denen das staatliche und gesellschaftliche Leben sich vollzieht, und die Auffassungen, die diesen Formen zugrunde liegen, nicht von ewiger Dauer sind. Sie unterliegen vielmehr stetem Wechsel und müssen sich, wenn sie nicht erstarren und einen untragbaren Zwiespalt mit dem wirklichen Leben schaffen sollen, den ändernden Verhältnissen anpassen. Es wäre deshalb verfehlt, Bewegungen, die auf eine Erneuerung unseres staatlichen Lebens hinzielen, durch politische und polizeiliche Zwangsmaßnahmen unterbinden zu wollen, sofern und solange solche Bewegungen nicht mit illegalen Mitteln arbeiten, die bestehenden Verhältnisse auf illegale Weise zu ändern suchen oder Ziele verfolgen, die mit der öffentlichen Ordnung oder mit der Unabhängigkeit des Landes in Widerspruch ständen. Wo solche illegale Mittel oder Ziele in Erscheinung treten, werden die Behörden des Bundes und der Kantone einschreiten. Im übrigen aber soll die Auseinandersetzung mit den Erneuerungsbewegungen sich auf dem Boden des freien geistigen Kampfes abspielen.

Das beste Mittel, *ungesunden* und *illegalen* Bewegungen entgegenzuwirken, besteht darin, daß wir dem arbeitenden Schweizervolk in einer *Ordnung der Gerechtigkeit* und des *sozialen Ausgleiches Arbeit und Brot* verschaffen und in organischer Entwicklung selbst jene Änderungen und Erneuerungen vornehmen, die sich durch die Verhältnisse aufdrängen und als notwendig erweisen.

2. Bisher hat sich, trotz empfindlicher Störung unserer Wirtschaftsbeziehungen zum Ausland, keine wesentliche Erhöhung unserer Arbeitslosenziffern ein-

gestellt. Die Demobilmachung großer Teile unserer Armee vollzog sich ohne merklichen Einfluß auf den Arbeitsmarkt. In einzelnen Gebieten und Wirtschaftszweigen, zum Beispiel in der Landwirtschaft und teilweise auch im Baugewerbe, macht sich sogar auch heute noch eher ein Mangel an geeigneten Arbeitskräften bemerkbar. Diese Verhältnisse werden sich jedoch ändern, wenn die wirtschaftlichen Beziehungen zum Ausland, die Einfuhr von Rohmaterialien und die Ausfuhr von Fertigprodukten noch weitere Erschwerungen erfahren oder wenn auch nur die bestehenden Schwierigkeiten auf längere Dauer anhalten sollten. Deshalb schenkt der Bundesrat dem Problem der Arbeitsbeschaffung größte *Aufmerksamkeit*. Durch entsprechende Kooperation von Privaten, Gemeinden, Kantonen und Bund werden Arbeitsmöglichkeiten in großem Ausmaße zur Verfügung gestellt, wofür zum größern Teil bereits bewilligte Kredite in Anspruch genommen werden können, da seit Beginn des Krieges alle nicht dringlichen Arbeiten zurückgesetllt worden waren. Das Schwergewicht ist auf wirtschaftlich produktive oder auf wehrpolitisch notwendige Arbeiten zu verlegen. Von besonderer Bedeutung ist die Organisation der Arbeitsbeschaffung für zurückgekehrte Auslandschweizer und für Angehörige der intellektuellen Berufe, da die Bildung eines akademischen Proletariates in Zeiten des Umbruchs immer ein erhöhtes Gefahrenelement darstellt. Auf dem letztgenannten Gebiet sind neben den Gemeinden und Kantonen auch die wissenschaftlichen Institute und Organisationen zur Mitarbeit heranzuziehen.

Die beste Art der Arbeitsbeschaffung besteht in der Möglichkeit, die Arbeitskräfte in ihrem ordentlichen Beruf und an ihren gewohnten Arbeitsplätzen zu beschäftigen. Nach dieser Richtung bemühen wir uns durch Wirtschaftsabkommen mit dem Ausland unserem Export den nötigen Absatz zu verschaffen.

3. Mit der Schaffung zusätzlicher Arbeitsmöglichkeiten durch Gemeinden, Kantone und Bund auf dem Wege von Notstandsarbeiten ist jedoch das Problem der Arbeitsbeschaffung nicht gelöst. Wir werden selbstverständlich versuchen müssen, die Beziehungen unseres Landes zur Weltwirtschaft so weit wie nur möglich zu erhalten und wieder herzustellen. Wie weit uns das gelingen wird, kann zurzeit unmöglich vorausgesehen werden. Nach aller Voraussicht werden wir gezwungen sein, die Wirtschaft unseres Landes mehr als bisher und mit größern Bindungen in das *europäische Wirtschaftssystem* einzubauen. Diese Notwendigkeit wird uns voraussichtlich vor zwei nicht leicht zu lösende Probleme stellen: eine gewisse zwangsläufige Anpassung unserer Lebensbedingungen an die in der europäischen Wirtschaftsgemeinschaft bestehenden Verhältnisse und eine durch die Natur der Dinge sich aufdrängende Neuordnung und Führung unserer Wirtschaft. Die Anpassung an die neuen Verhältnisse wird nach aller Wahrscheinlichkeit nicht ohne schmerzliche Opfer vor sich gehen. Es wäre eine Sünde an unserem Volk, ihm diese bittere Wahrheit vorenthalten zu wollen, und jede Selbsttäuschung nach dieser Richtung könnte sich schwer rächen. Es erscheint deshalb dem Bundesrat unerläßlich, das Volk auf diese Möglichkeit psychologisch vorzubereiten und es zur *Opferbereitschaft* und zur *Solidarität* aufzurufen. Wenn uns die Bewährung des Willens, für das Land zu *sterben*, erspart werden sollte, dann muß die soldatische Tugend der Disziplin und des Durchhaltens sich umsetzen in die zivile Tugend, opferbereit für das Land zu *leben* und für des Landes Unabhängigkeit wirtschaftliche Opfer zu bringen. Diese Notwendigkeit verlangt die Zusammenfassung aller Kräfte und insbesondere die nach dem höheren Interesse des Landes ausgerichtete *Solidarität zwischen Arbeit und Kapital*, wobei das Kapital weitgehend in den Dienst der Arbeit gestellt werden muß.

Bis zum Kriege 1914–1918 basierte unsere Wirtschaft auf dem Grundsatz der Wirtschafts*freiheit*. Dieser Grundsatz ist seit dem letzten Krieg mehr und mehr ins Gebiet der Theorie zurückgedrängt worden. Unsere Wirtschaft hat sich den tiefgreifenden Veränderungen, die sich auf dem Gebiet der Weltwirtschaft vollzogen, nicht entziehen können. Denken wir nur an die zahllosen Einschränkungen des freien Güteraustausches, an die Einschränkungen des Zahlungsverkehrs durch Clearingabkommen usw. Es wäre ein Irrtum, annehmen zu wollen, daß wir nach dem jetzigen Krieg wieder zum Prinzip der uneingeschränkten Wirtschaftsfreiheit zurückkehren könnten.

Schon deshalb nicht, weil uns die wirtschaftlichen und wirtschaftsrechtlichen Verhältnisse des Auslandes einfach zwingen werden, auch unsere Wirtschaft neu zu ordnen und nach neuen Gesichtspunkten und Notwendigkeiten zu organisieren. Dabei werden wir an die Erfahrungen der *Kriegswirtschaft* anknüpfen können, die sich im großen und ganzen gut bewährt und die Wirtschaft unseres Landes bisher vor Erschütterungen bewahrt hat. Eine vermehrte staatliche Leitung der Wirtschaft und staatliche Einflußnahme auf deren Organisation schließt unbestreitbar die *Gefahr einer vollständig verstaatlichten und zentralisierten Wirtschaft in sich,* aus der sich politische und kulturelle Konsequenzen ergeben könnten, die mit der Eigenart und mit der geistigen, politischen und kulturellen Struktur unseres Landes in Widerspruch ständen. Dieser Gefahr möchte der Bundesrat dadurch entgegenwirken, daß er die private Initiative nach wie vor als ersten Träger und erste schöpferische Kraft des wirtschaftlichen Lebens anerkennen und erhalten will und die Tendenz verfolgt, dem *Beruf,* das heißt den beruflichen Organisationen eine weitgehende Autonomie einzuräumen und ihnen gewisse Aufgaben zu überlassen, die nicht notwendigerweise durch den Staat gelöst werden müssen. Den Organen des Bundes käme alsdann die koordinierende und ausgleichende Funktion, ohne daß das Selbstbestimmungsrecht der Berufe mehr eingeschränkt würde, als dies für die Koordination im staatlichen Gesamtinteresse notwendig wäre.

4. Seit Jahren hat der *Arbeitsfriede* in unserem Lande, trotz wirtschaftlicher Krise und wirtschaftlichen Schwierigkeiten verschiedenster Art, dank dem guten, auf gegenseitige Verständigung hingeordneten Willen der Arbeitgeber und Arbeitnehmer keine ernstliche Störungen mehr erfahren. Die Erhaltung des Arbeitsfriedens bildet für das erfolgreiche Durchhalten unserer Wirtschaft durch die Schwierigkeiten und Gefahren der kommenden Jahre eine unerläßliche Voraussetzung. Auch nach dieser Richtung können wir an die Erfahrungen der letzten Jahre anknüpfen. Entsprechende Vereinbarungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern der einzelnen Berufe, deren Verbindlichkeit und die Schlichtung allfälliger Differenzen auf dem Wege der Schiedsgerichtsbarkeit werden geeignet sein, den Arbeitsfrieden zu sichern und die Solidarität zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern zu stärken.

5. Da unter Umständen auf kürzere oder längere Dauer mit einer Verminderung des der Gesamtheit unseres Volkes zur Verfügung stehenden Arbeitsvolumens gerechnet werden muß, ist darauf Bedacht zu nehmen, dieses Arbeitsvolumen gerecht und sozial möglichst wirksam zu verteilen. Deshalb nimmt der Bundesrat eine einschränkende Regelung des sogenannten *Doppelverdienertums* in Aussicht.

Um die vorhandenen Arbeitsmöglichkeiten der *Jugend* zur Verfügung stellen zu können und dieser ein rechtzeitiges Nachrücken in den Arbeitsprozeß zu ermöglichen, wird es nötig sein, das Ausscheiden der ältern Jahrgänge aus dem Arbeitsprozeß durch entsprechende Maßnahmen zu erleichtern und zu fördern. Dies bedingt jedoch einen weiteren Ausbau der *Fürsorge für das Alter.*

6. Ein brennendes Problem von nationaler Bedeutung für die Zukunft des Landes stellt sich auf dem Gebiete des wirtschaftlichen Schutzes der *Familie.* Wir sind ein sterbendes Volk geworden. Der Klageruf, den Marschall Pétain am Tage des Zusammenbruches über Frankreich erhob: «Trop peu d'enfants!» gilt leider auch für unser Land. Die Geburten sind in erschreckender Weise zurückgegangen. Wir geben uns nicht dem Glauben hin, daß diese Erscheinung, die ihren Grund mehr in geistigen und sittlichen als in materiellen Voraussetzungen hat, durch wirtschaftliche Maßnahmen allein wirksam bekämpft werden kann. Aber es ist zu befürchten, daß bei einer Verschärfung der wirtschaftlichen Lage der Geburtenrückgang noch schärfer sich geltend machen wird, und anderseits entspricht es einer Forderung der sozialen Gerechtigkeit, die Familienväter, die ihre Pflicht gegenüber der Zukunft des Landes erfüllen, wirtschaftlich so zu stellen, daß sie ihre Familien, ihre Kinder auch recht erhalten und erziehen können. Der Gedanke des Familienschutzes hat in den letzten Jahren in einer Reihe von Betrieben bereits etwelche Berücksichtigung gefunden. Der Bundesrat hält jedoch die Stunde für gekommen, in der dieses Problem auf breiter Grundlage einer Lösung entgegengeführt werden muß. Und hier wiederum sollte an

bereits bestehende Institutionen angeknüpft werden. Der Bundesrat nimmt in Aussicht, unter Fühlungnahme mit den zuständigen Organen der Kantone und der Wirtschaftsorganisationen, an die für die Familien der mobilisierten Wehrmänner geschaffenen Lohnausgleichskassen auf den Kriegsschluß hin die Bildung von *Ausgleichskassen für die Einführung von Familienlohnzulagen* anzulehnen.

Der Bundesrat wird, in Verbindung mit den Kantonen und Gemeinden, noch weitere Maßnahmen in die Wege leiten, um der Familie und insbesondere der kinderreichen Familie Gerechtigkeit widerfahren zu lassen.

7. *Kulturpolitisch* finden Zuständigkeit und Aktion des Bundes ihre natürlichen Schranken am Recht der freien *Persönlichkeit*, am Recht der *Familie*, an der Freiheit des *religiösen Bekenntnisses* und der *Kirchen* und an der kulturpolitischen Souveränität der eidgenössischen *Stände*.

Die Freiheit der menschlichen Persönlichkeit und das Lebensrecht der Familie setzen die Achtung vor dem *Privateigentum* voraus. Die Finanzpolitik darf deshalb das Privateigentum nicht erdrücken. Dagegen soll das Privateigentum im Verhältnis zu seiner Trag- und Leistungsfähigkeit zur Deckung der staatlichen und sozialen Lasten herangezogen werden.

Der Freiheit des religiösen Bekenntnisses und der Kirchen entspricht als Verpflichtung im Interesse dieser Freiheit selbst und des Staates die Sicherheit des *religiösen Friedens*.

Öffentliche Schulen und Erziehung bleiben nach wie vor eine Domäne der kantonalen Staatshoheit. Der nationalen Erziehung im Schul- und nachschulpflichtigen Alter ist seitens der Kantone vermehrte Aufmerksamkeit zu schenken.

Der Bund fördert das *Schrifttum, die bildende Kunst und die Musik*, namentlich in allen Manifestationen des geistigen Lebens, die der Vertiefung und Stählung des nationalen Geistes dienen.

Die Freiheit der *Presse* soll im Prinzip gewahrt bleiben. Doch erscheint eine vermehrte Verantwortung und Verpflichtung der Presse auf das gemeinsame Interesse des Landes unerläßlich. Ohne dieses im höheren Landesinteresse gebotene Bewußtsein der Verantwortung wird die Presse die verantwortungsvolle Funktion nicht erfüllen können, die ihr auf ihrem Gebiete zukommt, um das Land durch die Gefahren der Gegenwart und der Zukunft hindurchzusteuern. Der Bundesrat denkt nicht an eine autoritär geleitete Presse. Ihm schwebt vielmehr eine Lösung vor, nach der sowohl die Publizisten als auch die Verleger auf dem Wege der *Selbstverwaltung* das Prinzip der öffentlichen Verantwortung der Presse zur Geltung bringen.

Um zwischen der Regierung und der Presse einen engeren Kontakt herzustellen, wird der Bundesrat in Angliederung an das Eidgenössische Departement des Innern ein Verbindungsorgan zwischen Regierung und Presse schaffen. Die Aufgabe dieses Organs, das zugleich im Dienste der nationalen Propaganda stehen und auch die Verbindung mit Radio und Film pflegen soll, wird nicht darin bestehen, die Presse mit eigenen Artikeln zu beliefern und damit selbst publizistisch tätig zu sein. Es wird vielmehr der Presse als amtliche Informationsquelle dienen, seine Tätigkeit durch entsprechende Anregungen schöpferisch befruchten und seinerseits Anregungen seitens der Presse entgegennehmen. Der Bundesrat läßt sich dabei vom Grundgedanken leiten, daß die seit Kriegsbeginn eingeführte Pressekontrolle durch positive Verbindung und Erleichterung des Informationsdienstes ergänzt werden muß und daß nach Kriegsende die letztere an die Stelle der ersteren treten soll.

8. Der Bundesrat ist überzeugt, daß auf *politisch-konstitutionellem* Gebiet sich Änderungen aufdrängen werden. Doch erscheinen dem Bundesrat die bisher schon gefallenen Vorschläge und Anregungen noch zuwenig reif und auch die Verhältnisse noch zuwenig abgeklärt, als daß er heute schon in der Lage wäre, dazu Stellung zu nehmen oder selbst mit positiv gefaßten Vorschlägen an die Öffentlichkeit zu treten.

Der Bundesrat bejaht die *Notwendigkeit einer Totalrevision der Bundesverfassung*. Solange jedoch das Land alle seine Kräfte zusammenfassen muß, um sich wirtschaftlich durchzuhalten und seine politische Unabhängigkeit zu behaupten, betrachten wir die Durchführung einer Totalrevision als untunlich. Dies desto mehr, als der Bundesrat für die Dauer des Krieges im Besitze umfassender Voll-

machten ist, die es ihm gestatten, jeder wirklichen Notwendigkeit Rechnung zu tragen. Der Bundesrat behält sich vor, von sich aus im gegebenen Zeitpunkt Änderungen zu beantragen.

Eine der Hauptforderungen, die heute erhoben werden, geht auf die Schaffung einer starken *Regierungsgewalt*. Diese Forderung ist jetzt schon nach der Richtung verwirklicht, daß wir als Erbstück der alten Eidgenossenschaft sowohl im Bund wie in den Kantonen über eine starke, ausgesprochene *Stabilität* der Regierung verfügen, wie sie wohl in den wenigsten andern Staaten bisher zu finden war. Für die *Dauer des Krieges* sind der Bundesrat wie auch eine Reihe kantonaler Regierungen mit umfassenden *außerordentlichen Vollmachten* ausgerüstet. Es besteht somit zur Stunde keine unmittelbare Notwendigkeit, durch neue rechtliche Maßnahmen die Regierungsgewalt zu verstärken. Der Bundesrat ist bereit und gewillt, von seinen Vollmachten jederzeit und ohne Verzug Gebrauch zu machen, wenn und soweit er dies als im Interesse des Landes erforderlich betrachtet.

Der Bundesrat ist der Auffassung, daß das *Parlament* sich in dieser Übergangszeit mehr noch als sonst auf seine *natürlichen Funktionen* beschränken soll: Ausübung der ihm verfassungsmäßig zustehenden Wahlrechte, Ausübung des Budgetrechtes und der Kontrolle. Größere Werke der Gesetzgebung, die in normalen Zeiten eine Hauptaufgabe des Parlamentes darstellen, sind heute im Hinblick auf die Zeitverhältnisse und die Unüberblickbarkeit der zukünftigen Entwicklung zurückzustellen.

In der Überzeugung, daß die *föderative Struktur* unseres Landes seiner Verfassung eine der wesentlichen Grundkräfte des schweizerischen Staatsgedankens darstellt, gedenkt der Bundesrat, in Zukunft noch mehr als bisher die unmittelbare Verbindung mit den kantonalen Regierungen zu pflegen. Dies soll geschehen durch die gelegentliche Einberufung von *Konferenzen der kantonalen Regierungspräsidenten*, die sich namentlich zu einem Organ gegenseitigen Informationsaustausches gestalten sollen.

Was dem Lande heute vor allem nottut, ist eine starke innere *Geschlossenheit des Volkes*. Der Bundesrat richtet deshalb an das Volk und an die *Parteien* des Landes die Einladung, das Trennende in den Hintergrund zu stellen, auf die Verfechtung einseitiger Gruppen- und Parteiinteressen zu verzichten und den Blick ausschließlich auf das gemeinsame Wohl des Vaterlandes zu richten. Statt gegeneinander, sollen die Parteien miteinander und zusammen arbeiten, sich hinter die Regierung stellen und zwischen dieser und dem Volke eine Brücke des Vertrauens bilden. Der Bundesrat begrüßt deshalb die in die Wege geleiteten Bestrebungen zur Bildung einer interparteilichen Arbeitsgemeinschaft.

Umbruch auf dem Balkan

Von Bulginski

I.

Die militärischen Ereignisse der letzten Monate haben den Balkan wieder einmal in den Brennpunkt des allgemeinen Interesses gerückt. Mit Spannung liest man die Berichte über den raschen Vorstoß der Roten Armee im Donauraum. Zahlreiche Artikel der Tagespresse erinnern den Leser an den Zusammenbruch der bulgarischen Front im Herbst 1918, der die Kapitulation Deutschlands ankündigte. Viele glauben deswegen auf ein baldiges Ende der Feindseligkeiten schließen zu dürfen, womit sie sich auch begnügen. Dagegen ist die Zahl derjenigen, die sich von der Bedeutung dieser Ereignisse für die Zukunft des europäischen Südostens – und indirekt auch für Europa als Ganzes – eine verhältnismäßig klare Vorstellung machen, eher gering.